

HAUTE-GARONNE

320^e et 321^e attentats toulousains : L'Union patronale deux fois visée...

« G.A.A. » : Les trois lettres ont été tracées à la peinture blanche — et à la bombe — sur l'un des murs du siège de l'Union patronale de la Haute-Garonne, rue des Récollets à Toulouse, où une forte charge a explosé, vers minuit, dans la nuit de lundi à mardi, détruisant une partie des locaux du « Belvédère », imposant immeuble de béton affecté à l'Union patronale.

Un explosif du type de la dynamite

« G.A.A. » : On sut que ce sigle signifiait « Groupe d'action anarchiste » quelques heures plus tard lorsque les auteurs de l'attentat le revendiquèrent, dans un appel téléphonique à l'A.F.P., en même temps que celui commis, au cours de la même nuit à Aucamville, dans la banlieue toulousaine, contre les bureaux de la société Lalauie-Jolivet, entreprise spécialisée dans la vente et la réparation de petit matériel agricole et appartenant au président de l'Union patronale de Midi-Pyrénées, M. Alain Giraud.

Rue des Récollets, les salles du rez-de-chaussée de l'immeuble ont été très endommagées par une charge — 4 kilos d'un explosif du type de la dynamite — qui, selon les enquêteurs, a été vraisemblablement placée dans le sous-sol de l'immeuble.

C'est une bombe du même genre, mais moins puissante (1 kilo) qui, quelques heures plus tard, a explosé sur un appui de fenêtre à Aucamville détruisant divers matériels et dossiers dans les bureaux de la société Lalauie-Jolivet.

1977 et 1982 : Philips et FR 3

Dans sa revendication téléphonique, le Groupe d'action anarchiste n'a pas précisé ses mobiles. Mais plus que le précédent attentat — 300 grammes d'explosif qui avaient causé des dégâts minimes au siège du P.C.F. à Toulouse — ces actions s'inscrivent dans le droit fil des deux cent quarante attentats commis à Toulouse depuis les six dernières années. D'ailleurs, le « G.A.A. » s'était déjà manifesté le 22 septembre 1977 à Toulouse où le dépôt régional Philips avait été pris pour cible par des incendiaires; et le même Groupe d'action anarchiste avait revendiqué, le 24 décembre 1982, l'attentat commis dans la nuit précédente contre la station régionale de FR 3 où une charge explosive avait dévasté le local où étaient installés les appareils d'émission, causant des dégâts évalués à plusieurs millions.

Les attentats à Toulouse et dans la région, cela dure d'ailleurs depuis neuf

ans. Et le « G.A.A. », dans la nuit de lundi à mardi, a signé les trois cent vingtième et trois cent vingt et unième.

Trois cent vingt et un attentats; pas de victimes; des dégâts considérables — la note est lourde; des « clandestins » insaisissables, du moins depuis

six ans : c'est cela le « terrorisme à la toulousaine ».

Un terrorisme dont on aurait tort de croire que les multiples appellations des « groupuscules » prompts à revendiquer les attentats puissent donner la clé.



LOUIS GOMEZ

Poseurs de bombes à Toulouse I. — Une subversion insaisissable

« LES ATTENTATS ? Bof ! Y'en a pas tant que ça ! » Elle dit cela, essuie d'un coup d'éponge quelques reliefs de repas et revient à ses fritures.

Inutile d'insister. A Toulouse, la peur des bombes, ça ne marche pas. N'était l'annonce, par le candidat socialiste, de la nomination prochaine d'un préfet de police — spécialement chargé de la coordination de la lutte contre le terrorisme — le sujet n'eût même pas été abordé pendant la campagne pour les municipales.

La caissière fait ses comptes.

Rue des Remparts, les policiers ont dressé les leurs. Et le constat tient en quelques chiffres : 321 attentats ou tentatives en neuf ans; 280 depuis les six dernières années. Au hit-parade de la dynamite, du plastic et du cocktail Molotov, Toulouse et sa région pulvérisent (!) tous les records. Il n'est guère que la Corse pour leur disputer la première place.

sion après les grands élans de cœur; l'attentat spectacle après la « solidarité nécessaire ».

L'amalgame

Le fond — sinon la forme — a changé. Pour autant, on n'imagine pas qu'il s'agisse d'une génération spontanée. Et puisque tout, ou presque, se joue dans une ville où le mouvement anarchiste est solidement implanté, on tourne très vite le regard vers le monde des libertaires.

D'ailleurs, les thèmes de lutte sont souvent les mêmes. Et si l'on veut se persuader qu'il y a bien relation de cause à effet, on relève, dans la longue liste des attentats, la griffe du « commando anarchiste » ou du « groupe d'action anarchiste ».

Alors ? Les « nouveaux terroristes » toulousains se

de 106 « reprises individuelles » — des cambriolages d'hôtels particuliers, de châteaux et d'églises —, il est condamné au bagne à perpétuité.

L'héritage espagnol

1936. — L'autogestion est devenue une réalité en Espagne au sein des collectivités agricoles et industrielles. Dans les rangs des Brigades internationales, on retrouve bon nombre d'anarchistes toulousains.

L'Espagne : plus que la tradition instaurée par « les Vengeurs », c'est l'une des clés du mouvement libertaire toulousain d'aujourd'hui.

Des cartes brouillées

A l'origine, tout était clair. Les anarchistes espagnols de l'exil avaient grossi les rangs de ceux qui, de l'autre côté des Pyrénées, continuaient de lutter contre le franquisme triomphant; le M.I.L. assura la relève qui engendra les G.A.R.I. qui furent — en partie — à l'origine d'Action directe : sur l'arbre généalogique établi par la police, toutes les étiquettes semblaient à leur place. On collait un visage à la plupart des « clandestins ». Et, souvent, ils tombaient dans les mailles du filet.

Bref. S'il n'y avait pas eu les mises en liberté...

Tout s'est compliqué à partir de 1977. Les « nouveaux terroristes » ont brouillé les cartes.

Surveillance accrue des points stratégiques, renforcement notable des effectifs de police — 207 fonctionnaires en 1980; 836 aujourd'hui —, multiplication des interpellations, des perquisitions et des gardes à vue : rien n'y a fait. Ils restent insaisissables.

Qui sont ces experts en détonateurs, mouvements d'horlogerie, mèches lentes et faux en écritures qui, depuis six ans, prennent régulièrement pour cible l'armée, la police, la justice, l'E.D.F., le monde de l'informatique et celui de la politique ?

On sait peu de choses de ces partisans de la subversion active, sinon que, rompant avec la tradition des longues analyses théoriques, ils se cantonnent, dans la formulation des revendications, aux graffiti et aux messages concis. Mais cela n'est guère révélateur de la nature profonde du C.L.O.D.O., du L.A.S.E.R., du P.A.R.A., des « Fainéants enragés » ou des « Petits malouins ». Tout au plus, ces appellations fantaisistes sont-elles destinées, avec la volonté manifeste d'éviter toute violence sur les personnes — 280 attentats et pas de victime — à imposer l'image d'un « terrorisme doux et plein d'humour ». La déri-

raient — toute proportion gardée — les héritiers de Durruti ?

Ce serait tout de même faire l'impasse sur bon nombre d'actions violentes « inclassables » ou manifestement imputables à des activités pour lesquelles « l'ennemi est à gauche »; négliger les manipulations et les provocations éventuelles; laisser croire que la génération des « baba-cools » ou des « enragés » reconvertis constitue la seule postérité de mai 1968; et surtout, réaliser un amalgame entre différentes pratiques révolutionnaires : celle des « fétichistes de la plate-forme » qui attendent le « grand soir » en ergotant sur le fond et l'orthodoxie; celle des « fétichistes de l'action, du spontané et du ponctuel, qui se lancent à la poursuite de tout ce qui, à leurs yeux, nécessite une sortie avec casque, barre de fer et cocktails améliorés »; enfin, celle des tenants de l'adaptation des luttes au contexte social, économique et politique.

Jusqu'où peut aller le refus de toute idéologie et de toute structure ? Quelle doit être la part de l'action individuelle et de l'action de groupe ? Quels sont les véritables fondements de l'autonomie ? Ce sont les pôles essentiels du débat au sein du mouvement libertaire. Les anarchistes toulousains n'y ont pas échappé.

« Les Vengeurs » de 1886

25 mars 1871. — Une semaine après les événements de Paris, Armand Duportal, du balcon du Capitole, proclame la Commune de Toulouse. Elle ne dure guère plus que ce que vivent les œilletons. Mais c'est un signe des temps.

La figure de proue de ce mouvement insurrectionnel mort-né est l'ancien préfet de Haute-Garonne, destitué quatre jours auparavant pour ses sympathies affichées à l'égard des communards; c'est aussi le rédacteur en chef de « l'Emancipation », l'un des journaux toulousains de l'époque où s'expriment les deux tendances — marxiste et bakouniniste — de l'Internationale : deux journaux, support d'une propagande révolutionnaire active. Il faudra pourtant attendre quinze ans avant que le premier groupe anarchiste local naisse de ce ferment.

18 mars 1886. — Le Parti socialiste toulousain fête l'anniversaire de la Commune de Paris. Aux cris de « Vive la Révolution ! », « les Vengeurs » — drapeau noir cravaté de rouge en tête — font irruption dans la salle du banquet.

Le groupe reste soudé pendant six années. Mais en 1892, devant la multiplication des perquisitions, des arrestations et des inculpations, « les Vengeurs » décident de se séparer et s'intègrent au mouvement ouvrier. C'est l'anarcho-syndicalisme avant la lettre.

Des enquêtes sont ouvertes sur les vols de dynamite dans la région, sur le trafic d'explosifs entre la France et l'Espagne ou après la découverte de deux bombes à Toulouse. Mais à aucun moment les anarchistes toulousains ne peuvent être mis en cause. Ces hommes et ces femmes — une cinquantaine, au total, artisans pour la plupart et parmi lesquels on dénombre douze cordonniers — s'étaient surtout préoccupés de propagande; et il n'y eut jamais que des « violences verbales » qui valurent à Sébastien Faure — venu soutenir les anarchistes toulousains — d'être condamné, en mars 1889, à quinze jours de prison.

Une autre figure de l'anarchisme séjourne à Toulouse. Mais Alexandre Jacob qui, deux années durant, travailla dans une épicerie de la ville, ne s'en était pas tenu aux « outrages ». En 1905, convaincu

LOUIS GOMEZ



Federica Montseny : « Nous avons le regard tourné vers l'Espagne »

Federica Montseny fut l'un des quatre ministres anarchistes du gouvernement Largo Caballero. Elle partage désormais son temps entre l'Espagne et Toulouse où elle vécut longtemps en exil et garde un domicile comme de nombreuses attaches. Elle raconte : « Toulouse, à la fin de 1944, était la capitale de l'immigration espagnole en France. Tous les comités nationaux des partis et organisations d'exil étaient représentés. Le mouvement libertaire réunissait la F.A.I., la F.I.J.L. et la C.N.T. Nous entretenions de bonnes relations avec les groupes français. Mais, à dire vrai, nous les jugions trop éloignés du mouvement ouvrier.

« Alors, l'arrivée des Espagnols donna simplement plus d'ampleur au mouvement. Car nous avons le regard tourné vers l'Espagne... »

1944. — Les « guérilleros » de la Résistance française se préparent. On attend des alliés qu'ils interviennent aussi, de l'autre côté des Pyrénées. Ils filent droit vers l'Allemagne. La « reconquête » échoue au val d'Aran.

« Dans les rangs des exilés, le jeu politique devint plus important que les luttes en Espagne. Mais beaucoup ne s'y conformèrent pas... »

« Touchés dans notre chair »

De 1945 à 1953, des centaines d'Espagnols — libertaires et communistes — entrent clandestinement en Espagne pour y créer les conditions d'une révolte des masses. Toulouse devient une tête de pont pour les actions subversives.

Les pertes sont lourdes. Août 1951 : seize guérilleros sont fusillés à Barcelone. Ce ne sont pas les premières victimes. Ce ne sont pas les dernières.

1953. — « Nous avons pris conscience du désastre. Et changé d'orientation. Il fallait reconstruire la C.N.T. Ce fut le début de notre action syndicale en Espagne... »

La « guérilla », pour autant, ne cesse pas « tras los montes ». Et Toulouse demeure une plaque tournante. « Nous avons vu passer des hommes et des armes, raconte le fils d'un anarchiste espagnol. Nous étions enfants. Les nôtres étaient touchés dans leur chair... »

Ces enfants-là n'oublièrent pas...

Philippe Tugas.

(A suivre.)

Lexique

M.I.L. : Mouvement ibérique de libération. Lutta, en Espagne, contre le franquisme.

G.A.R.I. : Groupes d'action révolutionnaire internationaliste.

C.L.O.D.O. : Comité liquidant ou détournant les ordinateurs.

L.A.S.E.R. : Les autorités sont encore ridicules.

P.A.R.A. : Pour des actions résolument antimilitaristes.

DURRUTI Buensventura (1896-1936).

L'un des plus célèbres anarchistes espagnols. Créateur, pendant la guerre d'Espagne, de la « colonne » qui porta son nom. Tué par une balle (perdue ?).

FAURE Sébastien (1858-1942). Fondateur de l'« Agitation » puis du « Libertaire ». Propagandiste infatigable.

JACOB Alexandre Marius (1879-1954).

Le chef des « Travailleurs de la nuit », une bande d'illégalistes-cambrioleurs : 10 % du butin était réservé aux journaux anarchistes.

F.A.I. : Fédération anarchiste ibérique. Organisation fondée en 1927.

F.I.J.L. : Jeunesses libertaires ibériques; organisation dissoute en France en 1963 pour sa participation présumée à des attentats.

C.N.T. : Confédération nationale du travail. Organisation anarcho-syndicaliste espagnole.

Andy Capp
par Reg Smythe



Poseurs de bombes à Toulouse

II. - « Réponses à la violence de l'Etat »

IL DISAIT : « Notre révolution n'est pas celle des théoriciens; elle n'a que faire des thèmes figés et de la « ligne »; c'est une révolte de la jeunesse contre des systèmes qui ne sont pas les siens ».

Il s'appelait Salvador Puig Antich. Libertaire et catalan, il était l'un des militants du Mouvement ibérique de libération.

Né en 1970, le M.I.L. se propose d'appuyer « les luttes et fractions du mouvement ouvrier le plus radical de Barcelone (...) par l'agitation, la propagande et l'action ». Constitué, en majorité, de libertaires catalans, il regroupe aussi des anarchistes français, des marxistes de conseils et des jeunes gens dont les analyses sont proches de celles de l'Internationale situationniste. C'est avec l'E.T.A., le F.R.A.P. et la O.L.L.A., la nouvelle génération de « l'opposition révolutionnaire à la dictature franquiste ».

Août 1973. — Le M.I.L. « s'auto-dissout » pour éviter la « récupération des luttes ». Recherché par la police espagnole, Salvador Puig Antich se réfugie en France. A Toulouse, très précisément, où les appuis ne manquent pas.

Il trouve asile dans l'appartement occupé par Jean-Marc Roullan. Ce Gersois de 21 ans, fils d'un inspecteur départemental de la jeunesse et des sports, est depuis longtemps mêlé à la lutte contre le franquisme. Condamné pour « propagande subversive » en Espagne, il a été incarcéré à la prison de Barcelone d'où il s'est évadé en compagnie de Mario Ines Torres.

Salvador Puig Antich vit en leur compagnie pendant quelques semaines. Et repart de l'autre côté des Pyrénées. Arrêté, il est condamné à mort, le 15 février 1974, pour le meurtre d'un inspecteur de police.

Le 2 mars, il est exécuté. En Espagne franquiste, le bourreau fait usage du garrot.

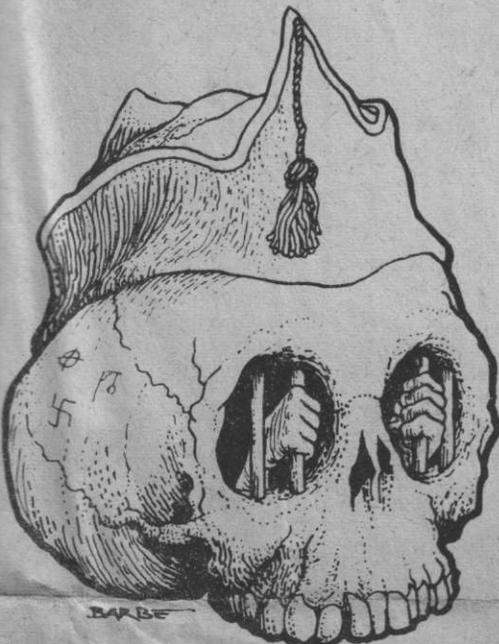
Moins de trois semaines plus tard, vingt-deux anarchistes sont arrêtés à Barcelone.

La « pression directe »

Aux pétitions et aux manifestations de protestation et de soutien, les anarchistes toulousains préfèrent la « pression directe ». Ainsi naissent les G.A.R.I. (Groupes d'action révolutionnaire internationaliste) dont les objectifs sont clairs : en s'attaquant aux intérêts espagnols en France, ces « libertaires autonomes » veulent « attirer l'attention de l'opinion publique et susciter un mouvement de solidarité en faveur des victimes du franquisme ».

« Il n'y avait pas d'autre solution, dit aujourd'hui Bernard Reglat, un Toulousain, ancien des G.A.R.I. Nous luttons pour que des hommes ne soient pas condamnés à mort... »

2 avril 1974. — Enlèvement d'Angel Balthazar.



1973 : La répression franquiste est implacable; « Nous luttons pour que des hommes ne soient pas condamnés à mort... » (Dessin paru dans la revue toulousaine « Basta »).

LA VIOLENCE de l'Etat franquiste : c'est ce que dénoncèrent, par leurs attentats — les premiers des 321 — les héritiers toulousains de la génération d'Espagne. Le thème fut repris par « Action directe », qui se retournait, cette fois, contre l'Etat français. Mais on était déjà très loin des axes de la lutte des anarchistes.

Juarez, directeur de la banque de Bilbao à Paris. Les G.A.R.I. réclament la mise en liberté conditionnelle de tous les prisonniers politiques qui, en Espagne, peuvent en bénéficier et la libération de quatre militants du M.I.L.

Le banquier est relâché le 22 mai. Et les conditions de cette libération provoquent une cassure au sein des G.A.R.I. Quelques-uns pensent que, certains des objectifs étant atteints, le mouvement doit cesser d'exister. D'autres veulent continuer la lutte. On retrouve peut-être la trace des premiers le 4 novembre à Paris où le G.A.R.O.T. enlève la tête et les mains du mannequin du prince Juan Carlos au musée Grévin.

L'attentat spectacle

Les seconds, en quelques mois, signent vingt-deux attentats — contre la Vigerie d'Andorre, la Caravane du Tour de France à Saint-Lary, le consulat d'Espagne — et procèdent à quatre « expropriations » : des hold-up à Montesquieu-Volvestre (Haute-Garonne), à Bruxelles, Béziers et Toulouse.

« Nous avons utilisé le spectacle plutôt que le massacre, dira plus tard Michel Camillieri. Pas pour des raisons morales. Mais par simple souci d'efficacité. »
Pourtant une « erreur de manipulation » provoque une « bavure », le 28 juillet, au consulat d'Espagne de Toulouse : l'une des bombes explose. Trois pompiers et trois policiers sont blessés avec six autres personnes. Le 27 août, les pompiers reçoivent une caisse de champagne et une lettre d'excuses.

La police toulousaine, pour sa part, a ouvert le répertoire du « terrorisme ». C'était en 1974. Elle ne l'a pas encore refermé.

Les G.A.R.I., pourtant, n'ont guère duré. Le 3 décembre, les trois derniers suspects sont arrêtés. Trois militants anarchistes. Parmi eux, Jean-Marc Roullan.

Deux ans et demi de préventive. Et puis la Cour de sûreté se dessaisit du dossier. En 1981, au cours de deux procès d'assises, tous les accusés sont acquittés.

« Ils avaient mené des actions incontrôlées, dit aujourd'hui Federica Montseny. Nous ne les avons jamais condamnés. Mais c'était un groupe trop disparate. Et ils ne tenaient pas compte de la réalité espagnole. »

Action directe : « Affaiblir l'Etat »

On retrouve Jean-Marc Roullan en 1979, au moment de la naissance d'Action directe qui entend « agir dans tous les domaines pour affaiblir l'Etat et mettre en place une nouvelle forme de rapports sociaux ».

Des anciens du G.A.R.I. y côtoient des ex-membres des N.A.P.A.P. (Noyaux armés pour l'autonomie populaire) ou des Brigades internationales (mouvement dissous en 1977). Ils ont en commun la volonté de mener un combat qui n'exclut pas la « lutte armée ».

Lorsqu'une première vague de militants d'Action directe tombe, en mars 1980, dans la nasse des policiers, le dossier est confié au juge également chargé de l'instruction ouverte après le hold-up de Condés-sur-Escaut où 16 millions de francs ont été rafiés. Quatre Italiens sont écroués, mais leurs crimes sont liés « à une entreprise tendant à substituer une autorité illégale à celle de l'Etat ». En clair, pour la police et la justice, Action directe est désormais intégrée à une « internationale du terrorisme ». Forts de la découverte, à Paris, d'une imprimerie de fausses cartes d'identité italiennes, les enquêteurs suggèrent des liens avec les groupes allemands et italiens.

Les dix-sept militants d'A. D. arrêtés sont accusés de tentatives de meurtre et d'attentats par explosifs (une dizaine, au total, dont celui visant Robert Gal-

ley, alors ministre de la coopération), enfin, d'association de malfaiteurs.

En septembre 1980, après l'arrestation de Jean-Marc Roullan, Action directe semble démantelée.

« Des objectifs marxistes-léninistes »

Six années ont passé depuis l'entrée en scène des « Toulousains ». Les attentats, « seule réponse valable à la violence de l'Etat », n'ont pas fait de victimes. Aussi bien, Roullan a-t-il toujours déclaré qu'il n'était pas question « de tuer des individus au nom des principes libertaires ».

Mais deux hommes sont morts pendant cette période, tués par la bombe qu'ils étaient venus déposer, à Toulouse, sous la tribune d'où Michel Poniatowski devait présider les obsèques du commandant des C.R.S. abattu lors d'un affrontement avec les viticulteurs du Midi. Le ministre de l'intérieur avait juré « avoir la peau des anarchistes toulousains ».

Mai 1981. — Loi d'amnistie et grâce présidentielle. Les membres d'Action directe — à deux exceptions près — sont libérés.

Le « changement » provoque une controverse au sein de l'organisation. Certains veulent lui donner une existence légale et l'orienter vers des actions « sociales »; en revanche, la branche « anti-impérialiste » souhaite s'engager dans une lutte plus radicale. La scission est effective après les attentats de l'été, visant des établissements israéliens à Paris. Dans le même temps, Action directe est déclarée hors-la-loi.

Que reste-t-il alors de la « génération toulousaine » ? Les anciens compagnons de Roullan, pour lesquels il apparaît « homme d'action impulsif » plus que « théoricien avisé » sont très critiques à l'égard d'Action directe que ses objectifs « marxistes-léninistes » conduisent à « revendiquer n'importe quoi, posant ainsi des problèmes au mouvement ».

« Il faut faire l'analyse de l'opposition, et dire qu'il n'y a pas de moyens tabous; mais quand on se donne comme unique support un système de violence, cela implique une organisation para-militaire, dit Bernard Reglat. C'est de cette systématisation que naissent les aberrations. »

« La voie est large... »

On est loin de la génération d'Espagne. Et de Toulouse où l'on n'a guère vu se manifester clairement Action directe, sinon à trois reprises, en mars 1980 : une bombe contre un commissariat de police toulousain; un autre engin explosif sur les marches du Palais de justice de la ville; enfin un incendie dans les locaux de la C.I.I. Honeywell Bull à Toulouse. Or, cette dernière revendication « doublonne » avec celle du C.L.O.D.O. (Comité liquidant ou détournant les ordinateurs); les « preuves » avancées par Action directe ne résistent pas à l'analyse. Mais C.L.O.D.O., « beau joueur » n'insiste pas et déclare : « La voie est assez large... ».

Preuve de la « collusion » entre tous les groupuscules ? Ou seulement signe qu'Action directe a voulu « récupérer » un attentat ?

Elle n'a que l'embaras du choix : entre janvier 1977 et mars 1983, 280 attentats (dont 129 incendies ou jets d'engins incendiaires et 120 explosions) ont été commis dans la région toulousaine.

Philippe Tugan.

(A suivre.)

Lexique

Marxistes de conseils : Les tenants des conseils ouvriers de 1917 en Russie.

F.R.A.P. : Front révolutionnaire antifasciste populaire.

O.L.L.A. : Organisation de la lutte armée.

G.A.R.O.T. : Groupe d'action révolutionnaire occasionnellement terroriste.

N.A.P.A.P. : Noyaux armés pour l'autonomie populaire; ce sont eux qui exécutent en 1977 Antoine Tramony, le vigile meurtrier de Pierre Overney.

Brigades internationalistes : Mouvement dissous en 1977.

Poseurs de bombes à Toulouse

III. - Un « commentaire » de l'actualité

DEUX BOMBES ont explosé, dans la nuit de lundi à mardi derniers, à Toulouse et dans sa proche banlieue. Deux bombes pour un même objectif : l'Union patronale. Un organisme qui pourrait bien avoir été pris pour cible en raison de ses prises de position dans le conflit qui dure encore au centre de tri postal de Toulouse.

Du moins cela s'inscrirait-il dans la logique de la plupart des 280 attentats commis dans la région depuis six ans. Des attentats qui viennent souvent ponctuer des luttes engagées par ailleurs : un « commentaire » de l'actualité, en quelque sorte.

C'était aussi l'un des ressorts des actions engagées par les G.A.R.I. ou Action directe. Mais les « nouveaux terroristes » ne s'encombrent pas de dialectique. Ils ont les réflexes rapides, ils sont parfaitement renseignés — voire introduits dans les milieux les plus divers — et semblent parfaitement organisés : et c'est peut-être parce qu'il n'existe pas d'organisation...

« QUAND ILS SONT EN MANQUE, cela se sait. Et l'affaire est vite réglée. » A Toulouse, où l'on se pique surtout de faire parler la poudre — 120 attentats à la bombe depuis 1977 — les munitions n'ont jamais fait défaut.

Cela suffit-il à expliquer l'oubli de 80 kilos de dynamite dans un garage du boulevard Lascrosses ?

Mai 1981. — 300 kilos de dynamite sont volés sur un chantier de l'E.D.F. à Prayols, dans l'Ariège.

Novembre 1982. — 30 kilos d'un explosif du même type sont saisis dans une ferme de Saint-Sardos, en Tarn-et-Garonne. Serge Fassi y est arrêté. La police le tient pour l'un des « pionniers » de l'organisation Action directe.

A la même époque — le hasard, décidément, fait bien les choses — le stock du boulevard Lascrosses est découvert. A deux pas de la direction régionale de l'E.D.F. Mais les enquêteurs ne pipent mot. Ils tendent un piège, qui reste en place tout un mois. En vain...

Pour Marie-Christine Etelin, l'avocate des G.A.R.I. puis de quelques-uns des membres d'Action directe, cela n'a rien de surprenant. « Camillieri est tombé pour transport d'armes, alors qu'il venait de rompre avec l'O.A.D. Fassi avait également pris ses distances. Tous deux cherchaient à se débarrasser des armes et des explosifs. »

La dynamite du boulevard Lascrosses ne serait qu'un rebut, révélateur de la scission intervenue au sein de l'organisation clandestine après les attentats de l'été 1981.

En tout cas, cela rend peu vraisemblable la thèse des liens étroits entre le groupe de Jean-Marc Roullian et les « nouveaux terroristes » toulousains : plus de cinquante groupuscules, si l'on se tient au strict décompte des revendications.

Cette profusion d'appellations n'entretient pourtant guère d'illusions. La nature de cette subversion et les risques que cela implique font plutôt penser à quelques groupes d'intervention formés au gré des objectifs désignés et en fonction des inclinations personnelles.

Ce n'est qu'une hypothèse. Car on ne sait rien de ces agitateurs « insoupçonnables et insoupçonnés » : peut-être parce qu'ils sont indépendants de toute structure et qu'ils savent rester discrets après leurs coups d'éclat. Et cette logique rompt avec celle d'Action directe.

La fronde contre l'ordre établi

Pas de stratégie précise. Mais l'analyse des 280 attentats commis pendant les six dernières années révèle quelques thèmes dominants.

La lutte contre les impérialismes : elle explique les attentats, souvent liés à l'actualité — l'intervention



L'attentat contre la Fédération du P.S. : Provocation ou... retombée de la centrale de Golfech.

américaine en Iran, la répression en Irlande ou en Afghanistan — dont sont victimes Paribas, le consulat d'Espagne, la General Motors, les entrepôts Bayer, International Computer Limited et les Etablissements Lada.

La fronde contre l'armée, la police et la justice est beaucoup plus radicale : 22 attentats viennent signifier l'aversion des « enrégés » toulousains contre les piliers de l'ordre établi.

Cinq explosions et un incendie sont ainsi perpétrés contre des commissariats et des postes de police. Les casernes de la région et le cercle des officiers toulousains n'échappent pas à la vague antimilitariste dont s'inspire le P.A.R.A. : déjouant la surveillance des patrouilles et des sentinelles, les saboteurs déposent une charge d'explosif au cœur du palais Niel, siège de l'état-major des divisions militaire et parachutiste. Une charge très faible, « pour éviter tout incident ». Quelque temps auparavant, dans une interview accordée à « France-Soir », le commandant avait déclaré : « Nous sommes prêts à combattre l'ennemi intérieur et la guérilla urbaine ».

Lutte antinucléaire et politique

Autre cible privilégiée : l'E.D.F. et, dans un même élan, les entreprises liées à ce secteur public pour la construction de la centrale nucléaire de Golfech. Engins incendiaires ou bombes contre les locaux et les voitures bleues; destruction de pylônes ou des transformateurs : successivement, « Super M.A.N. », « Bison bourré », « Bison brûlé », « C.A.N.U.L.A.R. », « Iceberg », « Farem tot petar » ou plus simplement « Lutte contre la centrale nucléaire » donnent de la dynamite et du cocktail Molotov. Une cinquantaine d'attentats, au total, sans compter ceux que subit la ligne à haute tension du Lauragais. Jusqu'aux « Petits Malouins » qui, le 29 mai 1982, au moment de l'intervention anglaise aux Falkland, envoient par le fond la péniche-exposition de l'E.D.F.

C'est l'un des derniers temps forts de la lutte antinucléaire qui, depuis l'annonce du « dégel » des travaux de la centrale — novembre 1981 — s'est compliquée d'attentats contre les domiciles des députés socialistes de la région : successivement, MM. Bapt. Machart, Raymond et le professeur Lareng sont visés.

Provocation ? Réaction au revirement des élus du P.S. ? La controverse, on le verra, n'est pas close. Mais les « Artilleurs du soir » sont explicites. Ils disent : « Ne croyez guère à l'état de grâce, mais, de grâce, croyez à l'état de guerre ».

Les objectifs politiques, cela devient vite une habitude. Par deux fois, en quelques mois, le siège de la Fédération de Haute-Garonne du P.S. est pris pour cible. Le P.C.F., lui aussi, est visé, même si l'explosif ne cause pas grands dommages.

L'informatique et le monde du travail

L'informatique est, aussi, une grande classique : onze attentats commis entre 1980 et 1983, signés par C.L.O.D.O. ou L.A.S.E.R. contre les locaux de Philips Data System, de la C.I.I. Honeywell Bull, d'International Computer Limited, de Sogeti Systems Logiciel, de Thomson C.S.E. ou des Etablissements Micro-ordinateurs. On fait d'une pierre deux coups puisque l'on dénonce « les atteintes informatisées aux libertés individuelles » en s'attaquant à des multinationales, « symboles de la domination économique ».

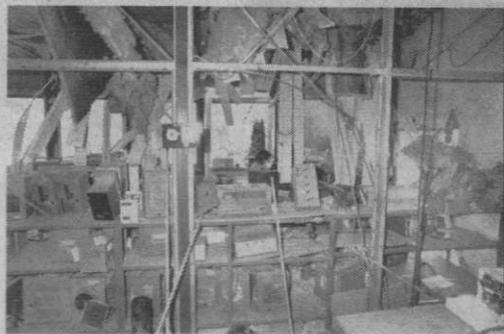
Attentat à double détente, encore, contre le centre informatique de la préfecture, à Colomiers, qui avait fait l'objet, en août 1980, d'une tentative d'effraction : il n'échappe pas, trente mois après, à la bombe du C.L.O.D.O.

Au nom de la liberté dans le travail, quand ce n'est pas pour protester contre la fourniture de main-d'œuvre aux entreprises liées à la construction de la centrale de Golfech, les bureaux de l'Agence nationale pour l'emploi ou ceux des agences de travail temporaire sautent et brûlent : 17 attentats donnent à la « Coordination autonome contre le travail » ou aux « Fainéants enrégés » l'occasion de s'exprimer. Les « Travailleurs du dimanche », en revanche, préfèrent la manière douce : un mélange de limaille de fer et de résine synthétique injecté dans les serrures lui permet de condamner toutes les portes de ces établissements.

L'impérialisme, la centrale nucléaire, l'ordre établi, le pouvoir politique et le travail en fiches : les grands thèmes de la lutte de la clandestinité toulousaine donnent la clé de bon nombre des 277 attentats commis en six années. Mais ils n'expliquent pas tout.

Et l'on imagine mal qu'il faille voir dans les quinze explosions ou incendies qui ont détruit cabarets, bars et night-clubs de la région une résurgence de la lutte contre l'alcoolisme dont s'inspire, en 1982, le premier geste de « propagande par le fait » : une bombe lancée contre une boîte de nuit lyonnaise baptisée « l'Assommoir ».

Mais on ne prête qu'aux riches. Et il est vrai que de multiples actions inclassables portent la griffe des



L'informatique : « Symbole de la domination économique » et de « l'atteinte informatisée aux libertés ».

activistes cités plus haut. Comme les faux et les détournements qui, périodiquement, viennent perturber le jeu politique et dénoncer la sournoise érosion des libertés individuelles. Là encore, c'est l'actualité qui donne tout son poids à l'action engagée.

Le faux comme art subversif

Le ton est donné pendant la campagne pour les municipales de 1977. « L'Internationale pessimiste » annonce la « fin de la politique ». Des faux tracts dénoncent l'union entre Savary et Baudis, la suppression des allocations de chômage...

Six ans plus tard, on retrouve des documents du même tonneau : une fausse « une » montrant Baudis nu sur une plage du Liban dans les bras d'une « créature de rêve »; une biographie retouchée où l'un des professeurs du futur maire rappelle qu'il « était le premier à essayer le tableau et à dénoncer ses camarades »; une profession de foi du candidat P.S. qui s'affirme trahi et annonce son retrait.

1979. — Dans un commissariat de police mis à sac, le fichier des ilôtiers disparaît. P.O.L.I.C.E. en divulgue le contenu. Troublant...

1980. — « Printafix » dérobe, dans un magasin du même nom, le fichier établi par deux « policiers » privés. Les appréciations consignées après les interpellations de chapardeurs sont publiées : « Appartient à un groupe politique; s'en méfier comme de la peste »; « Récidiviste : ferait n'importe quoi pour montrer son cul... »; « Vit en communauté »; « Maîtresse de flic », et l'on en passe. Edifiant.

1981. — Le tarif des bus va augmenter. Les « incontrôlables » mettent 153 composteurs « hors d'état de nuire ». En introduisant une plaque de métal. Simple et efficace : les bus sont gratuits pendant la journée.

1982. — Grève d'une partie des recenseurs. Ils refusent de remettre leurs dossiers. Le C.L.O.D.O. et l'I.N.S.E.E. en volent 5 000 et distribuent des milliers de lettres annonçant l'annulation du recensement et dénonçant « l'infiltration d'individus (...) qui cherchent à nuire à la mise en fiche des Toulousains et à la planification des rapports sociaux ». Le standard de la préfecture est vite débordé...

La dénonciation des contraintes économiques, étatiques et politiques, la revendication de la liberté, l'attentat comme réplique à la violence institutionnelle, la dérision — l'humour noir ? —, le faux et le détournement considérés comme des arts subversifs : la clandestinité toulousaine se nourrit autant des thèses de l'Internationale situationniste que des grands courants de la pensée anarchiste.

Enfants de Bakounine, et de mai 1968...

Philippe Tugas.

(A suivre.)

Lexique

Super M.A.N. : Super mouvement antinucléaire.

C.A.N.U.L.A.R. : Comité antinucléaire utilisant les arguments radicaux.

Internationale situationniste : « Il faut changer en espoir le désespoir des terroristes anarchistes et corriger dans le sens d'une stratégie moderne leur tactique de guerrier médiéval. (...) L'homme cultivé et usant de sa culture comme d'un lance-flammes est fait pour s'entendre avec l'homme inculte mais qui ressent dans la réalité vécue quotidiennement ce que l'autre exprime savamment. Il faut bien que les armes de la critique rejoignent la critique des armes » (Raoul Vaneigem — « Traité du savoir-vivre à l'usage des jeunes générations ») : ce sont quelques-unes des idées chocs de cette organisation révolutionnaire née en 1957 qui, refusant toute idéologie ou pouvoir, prônait la « dérive » et le « détournement », entre autres, comme moyens d'action.

Poseurs de bombes à Toulouse

IV. - Le syndrome d'Action directe

Qui sont donc les auteurs des 280 attentats commis depuis six ans dans la région toulousaine ? « Nous les avons localisés », pense la police. « Gardez-vous aussi à droite », rétorque un responsable du P.S.

17 HEURES, PLACE WILSON A TOULOUSE. C'est jour de carnaval des lycéens et des étudiants. Un vent mauvais roule le gibus et colle les jupons aux jambes. La pluie fait dégouliner la farine et le fard carmin. Elle me retient sous une marquise. Mais j'ai rendez-vous à la terrasse du café, et je m'y tiens, portant sous le bras un gros bouquin à couverture bleue. C'est le signe convenu. Pas moyen d'obtenir l'adresse ou le numéro de téléphone : il a fallu se plier à ce mauvais scénario de conspiration.

Du moins me trouvera-t-on, sans même avoir à me chercher. Il n'y a personne d'autre — pardi ! — à la terrasse du « Capoul ».

Informaticien et ami des anars

Voici L... Quelques jours auparavant, il a été arrêté, dans le cadre de l'enquête sur l'attentat à l'explosif commis au centre informatique de la préfecture, à Colomiers.

Trente heures de garde à vue. Un long interrogatoire dans les locaux de la Police judiciaire : les enquêteurs le tenaient, semble-t-il, pour l'un des leaders du mystérieux C.L.O.D.O.

Il raconte.

C'était trois semaines après l'attentat revendiqué par le C.L.O.D.O. J'allais relever le courrier chez une amie, absente ce jour-là. Six policiers en civil m'ont arrêté. Ils m'ont ramené à mon appartement. Première perquisition. Il y en a eu sept au total : chez des amis, ou des voisins. J'ai eu le sentiment qu'ils ne cherchaient pas d'explosif. En revanche, ils s'intéressaient beaucoup aux dossiers, à mon répertoire téléphonique et à mon carnet d'adresses. J'ai été pressé de questions. Mais, à aucun moment, je n'ai fait l'objet de menaces.

Il faut dire que L... est informaticien, sans travail fixe, puisqu'il n'est attaché à aucune entreprise. « Ça les a intrigués. Ils voulaient connaître l'origine de mes modestes revenus.

J'imagine qu'ils croient le C.L.O.D.O. guidé par des spécialistes en informatique. C'est vrai que les revendications entretiennent l'illusion. Mais, que je sache, la bombe, ce n'est pas une méthode fine...

Les sabotages ? Naguère, il suffisait de pousser un bouton pour tout détraquer. Aujourd'hui, les verrous ont été multipliés. Et le cœur de la machine est intouchable.

Reste que — circonstance aggravante aux yeux des policiers — Laurent est Ariégeois. C'est-à-dire natif du département où furent volés les 300 kilos de dynamite du chantier E.D.F. « Ils m'ont emmené là-bas, dans ma maison, pour une nouvelle perquisition. »

Pire encore : il n'a jamais caché ses sympathies pour le mouvement libertaire : « Alors, les policiers filaient... »

« On fiche les suspects »

Mais rien n'a pu être retenu contre lui. Et lorsqu'il évoque cette péripétie, il dit : « Au fond, tout cela sert de couverture à une opération de Renseignements



Dessin publié par « Révolte », organe du groupe toulousain de la Fédération anarchiste.

généraux. Il s'agit avant tout de ficher les Toulousains qui, pour refuser de marcher au pas, deviennent suspects ». « Sam » ne dit pas autre chose, qui fut interpellé, dans le cadre d'une procédure de flagrant délit, au lendemain de l'attentat de Colomiers. C'est l'un des sept animateurs bénévoles de « Canal Sud » — ex-Radio Barberouge — qui préparaient une émission sur le fichage informatisé et la lutte antiterroriste. Il connaît le sujet, pour y avoir consacré un dossier universitaire dont la préface est explicite : « Nous sommes actuellement les témoins, en France, d'un processus dont nous risquons d'être les victimes à plus ou moins brève échéance ». Reprenant les thèses de Gianfranco Sanguinetti ou de Peter Brückner, il y dénonce le « terrorisme d'Etat » et « l'entretien d'une véritable psychose qui peut servir à faire voter n'importe quelle loi ».

L'actualité locale et nationale parut donner quelque acuité à ce propos. Un groupe fut donc constitué à « Canal Sud ». Deux réunions préparatoires rassemblèrent sept jeunes gens. Quelques heures après l'attentat, tous furent interpellés. Perquisition, garde à vue, interrogatoire : le scénario fut chaque fois le même.

Sept interpellations — pas une de plus, pas une de moins — pour un groupe de travail de sept personnes dont nul, en principe, n'avait eu à connaître l'activité. Preuve d'une « infiltration » ou de l'existence d'écoutes téléphoniques que dénonce également Marie-Christine Etelin ? Signe, en tout cas, que la police, dans sa lutte contre le terrorisme, revient souvent aux mêmes pistes.

Et cela donne quelque poids aux thèses que l'on prône — en l'absence de tout commentaire officiel — aux enquêteurs.

« Tous localisés »

Victor X..., l'un des Toulousains les mieux informés sur ce qui se dit rue des Remparts le précise.

« Pour la police judiciaire et les Renseignements généraux, les terroristes toulousains sont âgés de 21 à 35 ans; ils sont souvent issus de familles aisées; ils ont suivi, pour la plupart, des études secondaires, voyagent beaucoup entre Toulouse et Paris et changent fréquemment de résidence; leur recrutement s'effectue essentiellement dans le milieu anarchiste local, dont ils forment le « noyau dur »; ils sont quelquefois divisés sur le choix des cibles — le P.S., par exemple — mais l'idéologie, la terminologie et les moyens pyrotechniques les unissent... »

« La police, précise encore Victor X..., est persuadée qu'elle les a tous localisés. Mais elle n'a jamais pu confondre ni prendre en flagrant délit ceux qu'elle tient pour une quinzaine « d'emmerdeurs ». En revanche, certains enquêteurs pensent avoir parfaitement cerné leur manière d'opérer : la logistique est fournie par le milieu anarchiste toulousain; mais les poseurs de bombes viennent d'ailleurs. »

Ce serait l'une des clés de l'impunité des clandestins toulousains avec l'impossibilité dans laquelle se trouve la police de les infiltrer, fusse « par l'argent ».

Logique : les enquêteurs pensent qu'ils disposent de moyens financiers importants, grâce à la « dérive » vers le droit commun; en clair, grâce aux hold-up.

La piste de l'extrême-droite

Rue des Remparts, le syndrome d'Action directe est encore vivace.

Police-fiction ? En tout cas, cela explique les interpellations citées plus haut. Mais cela n'éclaire en rien toute une série d'attentats.

1976. — Dix kilos de dynamite explosent au 34 de la rue des Blanchers, siège de l'Imprimerie 34, une coopérative libertaire dans laquelle travaille Bernard Reglat, un ancien des G.A.R.I. « Christo Rey » reven-dique.

1980. — Cocktails Molotov contre la même imprimerie.

1981. — La « Mangouste » frappe trois fois. Trois incendies criminels contre Radio Barberouge, les locaux de la Ligue communiste révolutionnaire, et ceux de l'Imprimerie 34, alors installée rue des Amidonniers.

1983. — Les installations de l'imprimerie coopérative sont à nouveau détruites après des jets de cocktails Molotov.

La piste de l'extrême-droite : c'est celle que retient Tony Briançon, l'un des responsables de la Fédération départementale du P.S. Pour preuve de l'existence de cet activisme il cite également les attentats contre le P.C.F., l'A.G.E.T.-U.N.E.F, et FR 3, « symbole de la liberté d'expression ».

Les actions engagées contre les députés du P.S. et le siège de la Fédération ? « Les antinucléaires et les écologistes sont quelquefois manipulés par la droite. »

« Une certaine passivité de la police »

Il s'explique : « Qu'il existe une volonté de l'extrême gauche de déstabiliser certaines structures de l'Etat ne fait guère de doute. Mais l'action de ces clandestins toulousains est récupérée par la droite. Et quelques activistes ont profité de la situation pour créer un climat d'insécurité, profitant en cela d'une certaine passivité de la police. Y compris depuis mai 1981. Entendez que les responsables départementaux ont joué le jeu, mais que des hommes sont en place, dans la hiérarchie, qui ont été formés pendant les vingt-trois années des gouvernements précédents. Pour ces hommes, il est plus facile de chercher la faute à l'extrême-gauche, depuis longtemps fichée, que d'enquêter ailleurs ».

Rue des Remparts, on garde le silence sur les attentats. Mais quand on parle des cocktails Molotov lancés contre l'Imprimerie 34, un policier répond : « Ce n'est pas un attentat. C'est un incendie criminel. »

Philippe Tugan.

Suite et fin de notre enquête demain dans « Sud-Ouest Dimanche »



Des cocktails Molotov pour l'imprimerie 34 (une coopérative fondée par des libertaires).

Poseurs de bombes à Toulouse

Quelques anars bien tranquilles

C'EST UNE VIEILLE DAME un peu voutée, noueuse comme les oliviers qui tapissent la terre ocre, au-delà du défilé de Despeñaperros. Elle a posé son cabas sur le pavé. Puis elle a levé le yeux vers le morveux qui, « Libertaire » au poing, hèle les badauds des Pucés de Saint-Sernin. Etonnant regard. Tendre, complice; lumineux, comme si l'âge n'avait pas de prise.

Les ans n'y ont rien fait. Elle continue de dire « **Tou mé lé donne** » en demandant le journal. Elle lève le poing, et part en riant, marmonnant, comme une incantation, quelques phrases où il est question de « **Révolution** ». Le temps s'est arrêté.

C'est ainsi chaque dimanche matin, au pied de l'abbatiale. Ici, les « anars » toulousains ont pignon sur rue. La police les tient pour des « **désœuvrés, émergeant à l'Asse-dic et, au fond, pas dangereux** ». Ils n'en ont cure, et continuent d'œuvrer, à leur manière, pour un nouvel ordre des choses.

Cela passe, aussi, par la vente des journaux à la criée. Ainsi les militants du groupe Albert-Camus viennent-ils diffuser « le Monde libertaire », organe de la Fédération anarchiste, et « Révolte », un brûlot de leur cru dont le deuxième numéro vient d'être édité.

Le groupe a deux mois d'existence. Il rassemble des ouvriers et des chômeurs. Peu d'étudiants : **C'est signe**, disent-ils, **que nous avons dépassé les prurits qui agitent le monde universitaire**. Refusant l'allégeance à la Fédération, ils mènent un « combat global » dont la réflexion sur l'armée, l'État et le pouvoir, les oppressions, le nucléaire et la politique permet de tracer les grandes lignes. Affiches, tracts, diffusion de revues, de livres et de journaux constituent les premiers moyens d'expression avec les réunions et les meetings. Mais la propagande n'est que la partie immergée de l'iceberg; le reste appartient à un quotidien dans lequel chacun est libre de ses choix. Entendez que le militantisme syndical

Publiée dans « Sud-Ouest » depuis le 6 avril, l'enquête de Philippe Tugas sur l'histoire de l'anarchisme à Toulouse se termine. Aujourd'hui, la parole est aux poseurs de bombes.

n'est pas exclu. Même s'il faut éviter d'être un homme d'appareil.

Les cénétistes, en revanche, sont plus soucieux de leur insertion dans les structures sociales. « **Etre anarchiste aujourd'hui**, dit l'un d'eux, **ce n'est pas vivre une utopie. C'est intervenir dans tous les aspects de la vie politique et sociale — dans le monde du travail, par exemple — pour faire passer quelques idées simples, tant il est vrai qu'il ne faut jamais s'en remettre à quelqu'un d'autre, et ne permettre à quiconque de confisquer les luttes engagées.** »

Une image trop répandue

Les uns comme les autres condamnent le terrorisme. Celui d'Action directe, en premier lieu, même s'il est « **difficile de critiquer des hommes en butte à la répression** »; mais il reste que cette forme d'action « **entre dans la logique de l'État; et qu'elle consiste, en fait, à opposer un pouvoir à un autre...** »

Le C.L.O.D.O., le P.A.R.A., P.O.L.I.C.E. et les autres ont du moins le « **mérite d'agir comme des révélateurs de malaises latents. Mais les moyens utilisés sont contestables** ».

« **D'ailleurs**, soulignent les militants du groupe Albert-Camus, **l'un de nos premiers objectifs est de dissiper l'image trop répandue de l'anarchiste poseur de bombes, une longue cape noire sur les épaules et le couteau entre les dents.** »

La « famille anar », en revanche, n'intéresse guère Bernard Reglat, l'ancien militant des G.A.R.I. et fondateur, avec sept autres libertaires, de l'Imprimerie 34. « **Pour nous,**



LOUIS GOMEZ

VENTE DES JOURNAUX A LA CRIÉE. — « La propagande n'est que la partie immergée de l'iceberg. »

mai 1968 fut un révélateur. Et puis chacun a participé à ses luttes. En 1973, nous avons voulu nous donner les moyens d'une critique sociale. C'est ainsi qu'est née la coopérative. En marge des structures figées de l'anarchisme orthodoxe. Et seulement au gré des affinités : ce qu'une carte ne peut donner... »

« Basta », un périodique où étaient évoquées les luttes du groupe, fut le reflet de la recherche engagée tant sur le plan des idées que de la pratique. Peine de mort, loi « Sécurité et Liberté », fichage, travail intérimaire : « **Nous cherchions des réponses adaptées.** »

Les attentats à Toulouse ? « **La violence est toujours une réponse à celle de l'État. C'est le contraire du terrorisme qui, lui, vise une prise du pouvoir.** »

Ainsi, la lutte antinucléaire : « **Golféch, c'est aussi un scandale politique. La démocratie prônée n'a pas été appliquée. Et les politi-**

ciens ont quitté le navire. Cela a donné naissance à deux sortes de frustrés. Ceux qui l'ont fermée; et ceux qui ont fait péter les pylônes... »

Paresse ivresse, tendresse

« **Mais gare ! On peut se battre contre une démocratie comme on lutte contre une dictature. Il faut savoir tenir compte des circonstances. Et c'est une question d'actualité. Quand il y avait la droite, tout était clair : On faisait péter, et on allait en taule. Avec la gauche au pouvoir, on est dans le flou. La finalité de l'appareil d'État est la même; mais la forme est différente...** »

Le « terrorisme doux » ? On est quelquefois agréablement surpris par les réponses données à certains

problèmes. Mais s'il s'agit d'éveiller les consciences... Il ne faut pas que l'arbre cache la forêt. Un exemple : Tu fais sauter un poubelle et tu t'expliques dans un texte. Il ne faut pas que l'on parle seulement de la poubelle. Or, que se passe-t-il, la plupart du temps à Toulouse ?... »

L'extrême droite ? « **Sûr qu'elle existe. Nous en savons quelque chose à l'Imprimerie 34. Et il est vrai qu'elle s'agit beaucoup depuis quelque temps. Pour autant, il ne faut pas nier qu'il existe une opposition da gauche au pouvoir actuel...** »

La récupération ? « Il est difficile d'y échapper. Pour nous comme pour les autres. Le plus simple est de refuser de jouer le jeu... y compris celui des attentats... »

Les anars toulousains, dangereux subversifs ? « **Nous sommes des légalistes** », disent-ils. Ce qui ne les empêche pas d'attendre le grand jour « **où l'on aura occis les choses établies, où tout sera paresse, ivresse, tendresse, où tout sera gratuit. Alors, on prendra le pouvoir, pour le foutre au dépôt. Et on sera peut-être bien...** »

Philippe Tugas.

Seveso :

« Rien en R.D.A. »

LES « INSTANCES COMPÉTENTES » de la R.D.A. ont réaffirmé qu'aucun des quarante et un fûts de déchets de Seveso, contenant de la dioxine, ne se trouvait en République démocratique allemande, selon une dépêche de l'agence officielle d'information A.D.N., reprise hier par la presse est-allemande.

Les spéculations « **répandues dans certains médias de la R.F.A.** » sur un éventuel transfert des déchets en R.D.A. sont des « **fausses nouvelles** », ajoute A.D.N.

TOULOUSE matin

Rédacteur : _____ Page prévue : _____ Folio : _____

Rubrique : _____

Nbre col : _____ Corps : _____ Style : _____

Rappel titre : _____ Photos : _____

Sud Ouest. 11 Avril 1983

Pour Gunther Hartkopt, le premier accusé, le ministre de l'intérieur de la République fédérale, « la France étant le dernier endroit où les fûts de dioxine ont été repérés, c'est donc là que les recherches doivent être reprises ».

Le responsable ouest-allemand s'en est pris aussi, durant le week-end, à la firme suisse Hoffman-Laroche, en l'accusant de savoir où se trouvaient les déchets. Le groupe chimique a démenti, dimanche, et rejeté les accusations du gouvernement ouest-allemand.

Hans Fehr, son porte-parole, a estimé qu'elles reposaient sur « des bases incomplètes ou fausses ». Selon lui, la clef de l'énigme des quarante et un fûts de déchets à la dioxine se trouve... en Suisse et en France. C'est-à-dire auprès des firmes Wadir, de Genève, et Spelidec, de Marseille, auxquelles Mannesman — la filiale d'Hoffman-Laroche — avait sous-traité le travail et le transport des fûts Spelidec dont justement le gérant, Bernard Paringaux, a été inculpé et écroué par le juge d'instruction de Saint-Quentin.

France...

SUD-OUEST - 11 Avril 83

L'anarchisme et les poseurs de bombes

L'ENQUÊTE consacrée au mouvement anarchiste à Toulouse s'est terminée hier, dans « Sud-Ouest Dimanche », par des propos recueillis auprès de militants engagés pour un nouvel ordre des choses. **Ces militants ne sont pas**, et se défendent d'être, **des poseurs de bombes** comme a pu le faire croire le propos introductif à cet ultime volet d'un dossier d'où il ressort, à l'évidence, que les auteurs d'attentats ne sont toujours pas identifiés et ne sont pas à la veille de l'être. En tout état de cause, il ne nous appartiendrait pas de les désigner si nous avions, et ce n'est pas le cas, des certitudes.